

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Défaite de l'Arabie saoudite en Syrie

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 10 FÉVRIER 2014

ESPAÑOL



## Défaite de l'Arabie saoudite en Syrie

**P**ar Ghaleb Kandil

Les oppositions syriennes vivent sous le choc de la progression de l'Armée arabe syrienne à Alep, dans la campagne de Damas et dans la province de Homs, alors que le processus des réconciliations, qui ramène le pouvoir de l'État dans les régions meurtries par les groupes takfiristes, fait tâche d'huile autour de la capitale. Pendant ce temps, des milieux opposants dans la péninsule arabique ont expliqué les raisons qui se cachent derrière le décret royal concernant les terroristes saoudiens en Syrie.

Les opposants saoudiens ont révélé que le régime saoudien a reçu un avertissement de Washington selon lequel l'État syrien a remis au Conseil de sécurité des Nations unies une énorme quantité de

documents et de rapports sur l'implication saoudienne dans le soutien direct au terrorisme en Syrie. Des responsables US ont mis en garde Riyad que la Russie pourrait se baser sur ces données pour soutenir la demande de la Syrie d'adopter des sanctions contre tous les gouvernements impliqués dans le soutien au terrorisme. Ils ont ajouté que Washington ne serait pas en mesure de s'opposer à cette démarche car la lutte contre le terrorisme constitue une priorité de sa politique officielle, et toute tentative de blocage pourrait avoir les graves conséquences suivantes :

- ▶ 1. La détérioration des relations avec la Russie ;
- ▶ 2. l'affaiblissement de la coopération internationale avec les services de renseignement états–uniens dans la lutte contre le terrorisme, ce qui pourrait ramener le spectre des attaques terroristes sur le sol US.

Pour ces raisons, les États–Unis ont demandé à Riyad de prendre des mesures donnant l'impression que le royaume combat le terrorisme. Ces mesures faciliteront les démarches états–uniennes destinées à renflouer le rôle régional de l'Arabie saoudite et permettront de contenir les répercussions de l'échec américano–saoudien à détruire l'État syrien.

Le décret royal a été complété par l'annonce de l'ambassade d'Arabie saoudite à Ankara qu'elle était disposée à accueillir les extrémistes armés saoudiens combattants en Syrie pour les aider à rentrer chez eux.

L'ordre du roi Abdallah Ben Abdel Aziz et le communiqué de son ambassade en Turquie constituent un aveu de la présence d'officiers et d'instructeurs militaires saoudiens, membres des services de sécurité et de la Garde nationale du royaume, sur le terrain en Syrie. L'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar al–Jaafari, a annoncé la présence d'un très grand nombre de détenus saoudiens aux mains des services gouvernementaux syriens. Selon des informations crédibles, ils seraient au nombre de 800.

Certains analystes ont estimé que le décret royal est un ordre de rapatriement adressé aux militaires saoudiens envoyés par la dynastie des Saoud pour combattre aux côtés des groupes terroristes, et un appel aux takfiristes à poursuivre le combat au lieu de rentrer au pays, où ils risquent 30 années de prison.

C'est dans ce contexte qu'intervient la visite, fin mars en Arabie saoudite, de Barack Obama. Les informations de presse et les rapports concernant cette visite indiquent que le principal objectif du président est de redistribuer les positions au sein du régime saoudien après sa défaite en Syrie. Des sources états-uniennes ont précisé que les missions du chef du service de renseignement, le prince Bandar Ben Sultan, et du ministre des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, sont en passe d'être officiellement terminées. Des concertations ont lieu entre Riyad et Washington pour de nouvelles nominations aux postes clés, qui nécessitent des décrets royaux. La presse US a rapporté que le roi Abdallah pencherait pour la nomination de l'ambassadeur aux États-Unis, Adel al-Joubair, à la tête du service de renseignement, alors que son fils, Abdel Aziz Ben Abdallah, succéderait à Saoud al-Fayçal. Les conflits au sein de la famille régnante s'intensifient sur fond de lutte de succession après la mort du roi Abdallah, dont la disparition, selon de nombreux experts, pourrait faire remonter à la surface les contradictions et déclencher une guerre entre les princes de la deuxième génération. Les observateurs affirment que l'avis de Barack Obama sera décisif dans la redistribution des rôles au sein de la famille royale, conformément aux recommandations des services de renseignement états-uniens.

Ceci dit, des experts affirment que la proposition US, transmise à la Russie, d'organiser une réunion régionale en marge de la conférence de Genève II, a pour principal objectif d'aider l'Arabie saoudite à échapper aux conséquences de ses actions en Syrie. Les États-Unis ont proposé une réunion d'experts entre l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les États-Unis et la Russie. Le refus iranien a déçu les espoirs états-uniens de pouvoir absorber l'échec saoudien, en tentant de devancer les changements sur le terrain syrien. Surtout que les semaines à venir seront porteuses de nouvelles réalisations de l'Armée arabe syrienne, avec une nouvelle modification des équilibres en sa faveur. L'aveu du secrétaire d'État John Kerry de changements favorables au président Bachar el-Assad n'est plus suffisant. Ces changements sur le terrain vont paver la voie à la réélection du président Assad pour un nouveau mandat, le premier après l'élaboration de la nouvelle Constitution. La différence est grande entre la camp gagnant, qui sait ce qu'il

veut et exprime la volonté populaire, et les façades manipulées par l'étranger, que les États–uniens, les Saoudiens et les Turcs tentent de recoller tant bien que mal pour essayer, en vain, d'en faire un interlocuteur crédible.

La défaite des Saoud en Syrie assènera le coup décisif au royaume du sable, déjà secoué par ses profondes crises internes.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« Il est honteux que nous ne tenions pas à la formation d'un gouvernement alors que tous les pays du monde y tiennent. Les échéances constitutionnelles doivent avoir lieu. Être attaché à un portefeuille ministériel serait-il plus important que d'être attaché au Liban ? Les conditions internes sont désormais favorables à la formation d'un cabinet, sur la base de la **Déclaration de Baabda** et de la Charte de Bkerké. J'ai demandé au président français, François Hollande, que j'ai rencontré samedi à Tunis, de fournir au Liban des armes qualitatives permettant à l'armée de faire face, seule, à Israël (...) Je souhaite pouvoir donner lecture du discours de départ au palais de Baabda et passer la main normalement à mon successeur. Je mets en garde ceux qui songent à torpiller le quorum de la réunion parlementaire qui sera consacrée à l'élection d'un président, contre ce genre d'erreur. En faisant sauter le quorum, on compromet le vote ce qui, en soi, est un acte antidémocratique. La présidence de la République n'a pas commencé avec moi et ne finira pas à l'expiration de mon mandat constitutionnel. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« La formation d'un gouvernement du fait accompli ou avec les présents, après des consultations incomplètes, constitue un grave danger, car la première force parlementaire chrétienne a été ignorée. Lorsque nous avons protesté contre cette erreur, on nous a répondu que les jeux étaient faits et qu'il ne nous restait plus qu'à accepter les faits. Et tant pis pour le partenariat national. L'article 66 de la Constitution est clair et ôte toute légalité à un*

*gouvernement dans lequel les différentes communautés ne seraient pas représentées de façon équitable. Ce principe est d'ailleurs repris par le préambule de la Constitution. La procédure suivie actuellement bafoue ces principes constitutionnels et même les usages suivis généralement dans la formation des gouvernements. L'accord de Taëf a donné une entité constitutionnelle indépendante au ministre. Certains ont posé des conditions qu'ils ont élevées au statut de principes, comme la rotation des portefeuilles. Cela n'est pas dans les usages ni dans les textes constitutionnels. Il s'agit donc d'une condition politique à buts multiples, qui aboutissent tous à entraver la formation d'un gouvernement rassembleur et à prendre pour cible une partie déterminée. Le fait que le Premier ministre désigné continue à être attaché à cette condition, en dépit de la position plus souple du chef de son camp politique, pousse à se poser des questions. Le gouvernement rassembleur est contraire à l'exclusion. Pourquoi de telles conditions sont avancées, alors qu'en même temps on cherche à faire croire que la rotation est une question sur laquelle toutes les parties sont d'accord. Le fait aussi de dire que ce gouvernement a une durée de vie limitée rend encore plus étrange l'insistance sur cette rotation qui devient dans ce cas une paralysie du rôle des ministres puisqu'ils n'auront pas le temps de se familiariser avec les ministères qui leur sont confiés. Mais si l'objectif caché de cet attermoiement est de paralyser l'échéance présidentielle, cela devient encore plus grave. Car cette échéance fait aussi partie du pacte au niveau de l'État, à travers l'arrivée à la présidence d'une personnalité chrétienne forte. »*

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

*« La proposition du Courant du futur de nommer le général Achraf Rifi à la tête du ministère de l'Intérieur est une provocation. Le blocage au niveau de la formation du gouvernement a débuté lorsqu'une des composantes politiques a essayé d'éliminer l'autre. Il n'est pas permis de ne pas élire un nouveau président de la République. Le vide se propagera vers les autres institutions. Je suis surpris par les informations médiatiques faisant état d'un vide de trois mois à la présidence avant la date prévue pour les élections (...) La conférence de Genève 2 ne trouvera pas de solution décisive à la crise syrienne. Le problème réel réside dans la désintégration*

*de l'opposition. »*

**Najib Mikati**, Premier ministre démissionnaire du Liban

*« Je suis de plus en plus convaincu qu'il n'y a pas de solution définitive en vue pour les crises qui secouent la région du Proche-Orient, et notamment la crise syrienne. Il sera possible, au meilleur des cas, de trouver des solutions temporaires pour traiter les questions humanitaires urgentes et minimiser les pertes humaines. J'ai insisté auprès de tous les responsables que j'ai rencontrés sur l'importance de construire des camps de réfugiés à l'intérieur du territoire syrien afin de limiter l'exode vers les pays voisins. »*

## Événements

- Plusieurs navires de la marine de guerre iranienne ont reçu l'ordre de se rapprocher des frontières maritimes des États-Unis, en réponse à la présence renforcée de bâtiments de l'US Navy dans le Golfe, rapporte samedi l'agence de presse iranienne Fars. « Il s'agit d'envoyer un message » aux États-Unis, a déclaré à l'agence l'amiral Afshin Rezayee Haddad, commandant de la flotte iranienne du Nord. L'amiral Haddad a précisé que les bâtiments iraniens avaient entrepris leur voyage vers l'Atlantique via l'Afrique australe. Les États-Unis et leurs alliés organisent régulièrement des manœuvres navales dans le Golfe, zone stratégique par où transitent 40 % des exportations maritimes de pétrole. La Ve Flotte US est stationnée au Bahreïn [1]

- Le ministre sortant de l'Intérieur, Marwan Charbel, a affirmé que le drone qui a survolé Meerab serait israélien. Ce type de drone peut transporter un missile de 200 à 300 kg, selon M. Charbel, cité par le quotidien *al-Joumhouriya* paru samedi. Le ministre de l'Intérieur a aussi indiqué qu'un rapport des Forces de sécurité intérieure (FSI) avait fait état d'un survol de Meerab et de Jounieh par un drone, visible à l'œil nu.

- Un groupe se faisant appeler la Brigade des sunnites libres de Baalbeck a affirmé samedi que l'armée libanaise constituait une cible de ses « attaques jihadistes », jusqu'à ce que la troupe mette

fin à son « suivisme » à l'égard du Hezbollah et de l'Iran. Le groupe a par ailleurs accusé, sur son compte Twitter, le ministre sortant de l'Intérieur Marwan Charbel d'être à « la solde » du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah et d'être « impliqué dans la guerre contre les sunnites au Liban ». La Brigade des sunnites libres de Baalbeck a aussi appelé à la libération du dignitaire sunnite Omar el-Atrache.

- Le site *Lebanonfiles* rapporte que des hommes armés encagoulés, brandissant les drapeaux d'Al-Qaïda, apparaissent, de temps à autre dans certaines ruelles de Kaskas, à Beyrouth, et érigent des barrages.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imad Marmal (7 février 2014)

Des sphères liées aux alliés de Michel Aoun critiquent en coulisses le fait que ce dernier accapare la décision relative à la participation au gouvernement, en imposant son rythme à ses partenaires. Les mêmes sources lui auraient même reproché de faire prévaloir ses propres priorités aux dépens de celle de la protection du Liban contre le danger de la discorde sunnite-chiite.

Le Hezbollah se trouve le plus dans l'embarras. Il est tiraillé entre, d'une part, son souci de ménager les exigences de son alliance avec Michel Aoun, de l'autre sa volonté d'apaiser la tension entre sunnites et chiites, en formant un gouvernement fédérateur, de sorte que le Courant du futur soit lui aussi concerné par la lutte contre les takfiristes. Toutefois, le Hezbollah a tranché, en s'alignant sur la position d'Aoun, après s'être demandé : « Quelle est l'utilité de former un gouvernement dont le sort et le parcours sont inconnus et de perdre en contrepartie notre allié stratégique, Michel Aoun ? »

**As-Safir** (7 février 2014)

Plusieurs batailles sont menées d'un seul coup au nom du gouvernement, tandis que sa composition est sujette à des calculs

inconstants. Il est vrai que le Hezbollah est une force régionale, voire un partenaire dans la détermination du sort de la région, mais quand il s'engage dans le jeu local, notamment à l'heure où la Syrie traverse une situation sans précédent, il semble être plus modeste que jamais. Le Hezbollah n'a pas été capable de trouver un allié sunnite à même de remplacer le Courant du futur qu'il a perdu, a vu dans Michel Aoun et dans le surplus chrétien qu'il représente depuis 2005 et jusqu'aujourd'hui la meilleure compensation à cette perte.

Ceci dit, leur relation semble être parfois suspecte et dictée par des calculs et des intérêts contradictoires. Dans la foulée des évènements du mai 2008, le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Hamad Bin Jassem, s'adressant à Hassan Nasrallah, lui aurait posé une question précise : « Quelle est la liste de vos revendications ? ». Le secrétaire général du Hezbollah lui a répondu : « Renoncer aux décisions relatives à l'éviction du général Wafic Choucair et au démantèlement du réseau de télécommunication de la Résistance ». Bin Jassem a dit : « Votre seul souhait est que l'on renonce à ses deux décisions ? » La réponse du Sayyed a été la suivante : « Oui. Seulement. Seulement. Seulement. »

En dépit de toutes les accusations qui ont fusé de toutes parts contre lui, le Hezbollah ne s'est pas départi de sa modestie politique, ce qui a gêné Michel Aoun. Le chef du CPL aurait pu être un décideur principal dans la détermination de l'identité du président de la République au Liban en 2008 s'il avait pris le conseil de la délégation européenne qui s'était rendue chez lui, lui faisant savoir que ces chances d'accéder à la tête de la magistrature suprême étaient nulles, mais qu'il pourrait en contrepartie jouer un rôle décisif sur le plan présidentiel. Toutefois, Aoun a misé voici six ans sur la présidence, notamment dans le sillage des évènements de mai 2008.

À l'époque, Michel Sleiman a été conduit au palais présidentiel sur un cheval blanc. S'il avait pu gérer différemment sa relation avec le locataire de Baabda, les choses auraient été différentes au niveau de la présence du CPL dans les administrations publiques et les institutions étatiques. Le Hezbollah n'a pas ménagé son allié chrétien dans plusieurs épisodes charnières de leur relation depuis

2009. Toutefois, le parti a à plusieurs reprises conseillé à Aoun de s'ouvrir à Saad Hariri et à Walid Joumblatt et ce au plus fort de son animosité à l'encontre de ces deux derniers. Il y va de même pour ce qui est de la relation entre Aoun, d'une part, les Saoudiens et les États-Unis, de l'autre. Toutefois, le chef du CPL choisissait lui-même le timing de son ouverture à l'égard de l'Arabie, une ouverture intervenue au beau milieu de la guerre ouverte menée par le royaume en Syrie contre le Hezbollah. Ce dernier ne dit pas un mot, considérant toutefois que ce qui a aggravé la situation, a été le vœu exprimé par le général de s'ouvrir à Hariri, donnant l'impression de vouloir paver la voie, à l'échelle locale et régionale, à son élection à la présidence. Aoun a rencontré le chef du Futur, faisant état d'une « confiance mutuelle », d'une « maturité », et de la présence de « dénominateurs communs » entre les deux parties, se mettant ainsi pour quelques jours ou quelques heures sur les rails de la présidentielle, avant que Hariri ne vienne dissiper tous ses rêves en déclarant que seule la mort le séparera de Samir Geagea.

S'agit-il de la bataille pour l'attribution des licences d'exploitation pétrolière ou de celle de la présidentielle ? Probablement les deux ensemble, sauf que l'une peut attendre, celle qui porte sur le dossier de l'énergie, alors que l'autre ne peut être reportée de six ans. C'est la dernière chance pour le général et c'est son droit légitime.

Le général Aoun n'aura une réelle chance d'accéder à la présidence que si Bachar al-Assad remportera la victoire en Syrie. Mais l'ère actuelle n'est pas celle des victoires et des années lumières nous séparent de la mise en place d'une nouvelle feuille de route pour la Syrie, la région, voire pour le monde.

Est-il possible aux dirigeants du Hezbollah et du CPL de s'asseoir encore une fois à la table du partenariat et de parler à cœur ouvert, afin de faire les calculs de gain et de perte sur le plan national et d'esquisser une image sur l'avenir du secteur pétrolier et gazier au Liban. Le général est en droit d'ambitionner la présidence. Mais le Hezbollah et son public ont le droit d'être réalistes. Le réalisme dit aujourd'hui qu'il n'y a d'autres priorités que celle de mettre un terme à l'effusion du sang et de circonscrire la discorde. Le général Aoun doit se rendre à Haret Hreik, (d'où il est originaire), où il

rencontrera une foule anxieuse qui ne demande que la sécurité.

As-Safir (5 février 2014)

Ghassan Rifi

La publication des noms de 21 Libanais, tués dans la localité syrienne de Zarat et dans le Crack des Chevaliers, après avoir rejoint les rangs des groupes islamistes rebelles, a pesé de son poids dans plusieurs régions du Liban-Nord et de la Békaa.

Les craintes se sont amplifiées après les informations selon lesquelles la plupart de ces jeunes gens étaient entrés en Syrie, à différentes périodes, en empruntant des passages illégaux entre les deux pays. Ils sont originaires de régions libanaises placées sous haute surveillance par les services de sécurité et sous les projecteurs des médias, à cause de l'implantation supposée d'Al-Qaïda.

Il n'est plus un secret que depuis que le Libanais Abou Sleiman (ancien détenu de Roumié pour son appartenance à Fatah al-Islam) a pris le commandement du Crack des Chevaliers, il y a deux ans, de nombreux jeunes libanais ont été encouragés à aller le rejoindre. La première tentative de grossir les rangs des unités d'Abou Sleiman est signée par ce que l'on appelle désormais « le groupe de Tall Kalakh », dont tous les membres, à l'exception d'un seul, étaient tombés dans une embuscade de l'armée syrienne, en octobre 2012. Depuis, les infiltrations en Syrie se font par petits groupes de deux ou trois individus par nuit. Aujourd'hui, le nombre de combattants libanais déployés entre Zarat et le Crack des Chevaliers se chiffre à plusieurs centaines.

La forte tension qui a régné à la frontière libano-syrienne, ces derniers jours, est liée à cette affaire. La brigade d'Abou Sleiman a informé les groupes présents au Liban de la délicatesse de sa situation en raison du blocus imposé par l'armée syrienne et du bombardement continu de leurs positions. Les miliciens du côté libanais ont alors tentés des diversions pour alléger la pression sur les hommes d'Abou Sleiman. Ils ont tiré des obus de mortiers vers la Syrie et ont attaqué un barrage de l'armée syrienne près de Gheida, tuant plusieurs soldats. Ils espéraient ouvrir un corridor qui permettrait aux hommes d'Abou Sleiman de se retirer vers le Liban. Mais la riposte syrienne a été violente et des obus sont mêmes

tombés sur des villages libanais. Les habitants de la région affirment qu'entre cinq et sept cadavres de miliciens sont visibles à l'œil nu sur la rive du Grand fleuve, et personne n'ose s'approcher pour les récupérer.

Des sources bien informées prévoient une intensification de la puissance de feu de l'armée syrienne dans la région, ce qui met en danger la vie de plusieurs dizaines de miliciens libanais postés dans le Crack des Chevaliers.

Des sources salafistes indiquent qu'un nombre non négligeable de jeunes gens commence à échapper au contrôle des dignitaires religieux en raison de l'implication grandissante du Hezbollah en Syrie et de la poursuite du discours sectaire de la part de certaines factions politiques.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Samir Tuéni, Paris (7 février 2014)

Les pays membres du Groupe de international de soutien au Liban se réuniront à Paris dans la seconde moitié de mars, à l'initiative du gouvernement français, pour la création de deux fonds : le premier sera consacré au soutien économique au Liban, le second sera dédié à l'assistance aux réfugiés syriens.

Selon certaines sources, la réunion de Paris sera différente des précédentes où les bailleurs de fonds faisaient des dons au Liban pour combler son déficit budgétaire ou pour des projets de développement. Les sources précisent que le fonds aura pour objectif de promouvoir l'économie du Liban dans le sens où les montants offerts par les bailleurs seront alloués à des projets de développement, sachant que le Liban souffre d'une crise économique aiguë, conséquence de la guerre en Syrie. Les dépenses seront soumises à une supervision internationale. Quant au second fonds, il permettra de fournir une assistance aux réfugiés syriens. Les aides seront donc adressées à l'État libanais pour couvrir les frais de l'assistance aux réfugiés syriens. Ce fonds sera géré par les autorités libanaises selon leurs besoins en termes de santé et d'éducation. Le fonds soutient également les organisations internationales venant en aide aux réfugiés syriens du Liban.

Cependant, les pays donateurs et les organisations internationales

ont besoin d'un interlocuteur libanais officiel pouvant être tenu responsable de la gestion des aides. Par conséquent, l'absence d'un gouvernement légitime et conforme au pacte national retarde, et continuera de retarder l'arrivée des aides au Liban. Voilà pourquoi les dirigeants internationaux font pression sur les factions libanaises pour combler le vide gouvernemental et respecter l'échéance présidentielle, bien que des sources diplomatiques assurent que la présidentielle n'aura pas lieu avant juillet, date de fin du mandat du président syrien Bachar al-Assad.

An-Nahar (7 février 2014)

Rosanna Bou Mounsef

Selon certains responsables, les forces du 8-Mars misent sur le fait que les pays influents tentent de convaincre le président Michel Sleiman, Tammam Salam et les forces du 14-Mars de sauver le prochain gouvernement en satisfaisant les revendications du général Michel Aoun, au lieu de recourir à des options plus difficiles, dont l'éventualité du maintien en place du gouvernement d'expédition des affaires courantes, lequel serait investi des prérogatives du chef de l'État dans l'hypothèse où un nouveau président ne serait pas élu. Le 8-Mars est désormais convaincu, soulignent ces sources, que les pays influents préfèrent la formation d'un gouvernement rassembleur. Cependant, l'intransigeance du 8-Mars pourrait conduire le 14-Mars à s'attacher à certains portefeuilles et à certains noms. Mercredi soir, le Courant du futur a durci sa position en insistant sur la désignation du général Achraf Rifi à l'Intérieur. Le camp Hariri mise sur le Hezbollah. Le 14-Mars estime que si Michel Aoun peut assumer la responsabilité d'entraver la naissance du gouvernement, en provoquant un vide éventuel à la présidence, le Hezbollah, lui, n'a pas ce luxe, vu les incidents sécuritaires survenus dans ses fiefs. Les forces du 14-Mars estiment en outre que les manœuvres du 8-Mars visent à renvoyer la balle dans leur camp, en désignant Saad Hariri pour former le nouveau gouvernement après une démission de Tammam Salam, ce qui mettrait le chef du Futur dans l'obligation de rentrer au Liban.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ibrahim Al-Amin (7 février 2014)

Le Hezbollah a pris une décision irrévocable qu'il a communiquée à qui de droit : il ne sacrifiera pas son alliance avec Michel Aoun pour un gouvernement ou des portefeuilles. Le Hezbollah n'a pas non plus vu d'un bon œil l'attribution au 14-Mars des portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur. Une inquiétude que Walid Joumblatt semble comprendre. Le chef du Parti socialiste progressiste est intervenu auprès du président Michel Sleiman et du Premier ministre désigné Tammam Salam pour sceller une entente aux termes de laquelle la Défense ne serait pas confiée au 14-Mars. Quant à l'Intérieur, il devrait aller à une personnalité non-provocatrice à l'exemple de Samir al-Jisr ou de Rachid Derbas. Tout comme Nabih Berry et Michel Sleiman, Joumblatt a toutefois souligné qu'une telle entente ne sera possible que si Michel Aoun renonce aux portefeuilles de l'Énergie et des Télécommunications. Lorsque Aoun s'est montré flexible vis-à-vis de l'idée de renoncer aux Télécommunications, certaines parties ont fait savoir, sans appel, qu'il était interdit que Gebrane Bassil garde l'Énergie. C'est ce portefeuille qui se retrouve au cœur de toutes les tractations même si le 14-Mars tient à éloigner des Affaires étrangères M. Adnane Mansour.

Le 14-Mars mène une bataille pour tenir le chef du Courant patriotique libre à l'écart du ministère de l'Énergie. La France a fait comprendre, sans détour, au Premier ministre démissionnaire, Nagib Mikati, qu'elle ne portera aucun intérêt au dossier pétrolier tant que Gebran Bassil restera ministre de l'Énergie. L'Arabie saoudite a tenu le même discours en exigeant que ce portefeuille soit attribué à un allié du royaume digne de confiance.

Al-Akhbar (6 février 2014)

Firas al-Choufi

À Wadi el-Nassara (la vallée des chrétiens), dans la province de Homs en Syrie, les villages enterrent tous les jours de nouveaux martyrs. Ceux qui sont encore dans la vallée ont pris la décision de ne pas partir. Seule la Syrie est leur tendre mère.

Ceux qui se battent aux côtés de l'armée syrienne se sont habitués à la mort. Ils parlent de leurs camarades tombés au combat avec une normalité triste. La probabilité de mourir baisse un peu pour ceux qui sont dans leurs maisons dans les villages de la vallée,

mais elle reste élevée à cause des obus qui tombent l'aveuglette et des tirs quasi-quotidiens des snipers des hommes armés.

Bien que l'autoroute Homs-Tartous soit sous contrôle, surtout avec l'arrivée de renforts de l'armée, il y a deux semaines, pour commencer la bataille de la libération du Crack des Chevaliers, les déplacements restent dangereux.

Ceux qui sont postés sur les lignes de front, ici, sont des soldats de l'armée syrienne, des éléments de l'armée de défense nationale et des combattants du Parti syrien national social (PSNS). La plupart sont des habitants des villages de la région.

La plupart des chrétiens qui sont restés n'attendent pas les navires européens et états-uniens pour les évacuer vers des contrées lointaines de ce monde. Ceux qui veulent partir l'ont déjà fait et ceux qui sont encore là préfèrent la mort à la charité de « l'homme blanc », comme l'affirme Tony, employé du restaurant de Chawarma dans le village de Hawach. La mère du martyr Houssam Massouf, de Habnemra, veut rester proche de la terre où repose son fils, à qui elle rend visite tous les jours (...).

Lors d'une attaque par les takfiristes d'un barrage de l'armée de défense nationale, mercredi dernier, près du village de Ammar al-Hosn, les assaillants ont éprouvé un malin plaisir à mutiler les corps des soldats tués. Ils ont arraché l'œil de l'un d'eux, en ont décapité un autre et ont emporté sa tête. Ces dernières semaines, les extrémistes ont emporté avec eux plusieurs têtes, appartenant à des soldats de l'armée de défense nationale, au martyr du PSNS, Hanna Karam et à des civils, comme Fadi Mikhayel Matta. Mais ces atrocités ont un effet contraire chez les habitants. Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir porter les armes. Tous les jours, les barricades accueillent de nouvelles recrues. Pour Joseph, originaire de Marmarita, « il ne s'agit pas d'une guerre entre les sunnites et les chiites ou les sunnites et les alaouites, mais entre le sous-développement et tous les Syriens, y compris nous autres chrétiens ».

Al-Akhbar (5 février 2014)

Nahed Heter

Daech (l'État islamique en Irak et au Levant) a imposé la *jizya* (impôt spécifique aux chrétiens) à Raqa. Une décision qui chatouille les

instincts longtemps refoulés, chez les islamistes. Les plus modérés d'entre eux ne peuvent pas argumenter avec les « daechistes » les textes qui sont clairs à ce sujet. Que dire alors des takfiristes : les émirs du Front al-Nosra, le représentant officiel d'Al-Qaïda au Levant, les groupes du Front islamique ou les brigades de l'Armée syrienne libre, qui ne cachent pas leur identité fondamentaliste, aussi bien au niveau de leurs noms que de leurs étendards et de leurs actions.

Les « daechistes », qui ont imposé leur suprématie à Raqa, ont estimé qu'ils étaient confrontés à « un problème qui nécessite une solution » : comment se fait-il que les chrétiens de Raqa soient restés des chrétiens infidèles quatorze siècles après l'apparition de l'islam ? Il est un devoir urgent, pour eux, de rectifier cette « maudite erreur ».

Les fondamentalistes, dans toutes leurs nuances, ne peuvent concevoir la poursuite de la présence des chrétiens en Orient que comme une erreur qu'il faut corriger sans retard. À ce que prévoit le texte —la conversion à l'islam, la jizia ou la guerre—, Daech, dont les responsables, comme tous les takfiristes, sont obsédés par le sexe, ont ajouté une nouvelle condition : le droit pour les émirs de Daech d'habiter les maisons des chrétiens et d'abuser de leurs femmes.

Les exactions de Daech n'épargnent même pas les musulmans, hommes et femmes. Ainsi, les doigts des fumeurs sont tranchés, ceux qui se coupent les cheveux courts sont exécutés. Des femmes sont recrutées pour mener une guerre d'humiliation physique et psychologique contre les femmes. Elles ne sont non seulement fouettées si elles ne portent pas le Niqab, mais aussi si elles s'assoient sur une chaise ou si elles se déplacent sans être accompagné d'un mouharram [un tuteur légal, ndlr].

Les chrétiens les chiites, les alaouites, les ismaéliens et les druzes sont victimes d'une véritable guerre d'extermination, lancées par toutes les factions de la « révolution » syrienne.

**Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(7 février 2014)

Des sources militaires ont indiqué que l'Armée libanaise a renforcé, ces derniers temps, ses mesures de sécurité pour faire face à une

éventuelle attaque terroriste qui porterait atteinte à la stabilité du pays. Ces mesures interviennent après des informations sur la préparation d'opérations terroristes et des attentats suicide selon un nouveau mode opératoire, comme cela est apparu avec la dernière attaque de Choueifat.

Les terroristes opérant au Liban ont désormais recours à des femmes pour le transport des explosifs utilisés lors des attentats suicides. Face à cette nouvelle stratégie, l'Armée libanaise a décidé de fouiller aussi les femmes, au niveau des check-points érigés dans certaines régions sensibles comme les camps palestiniens.

Des sources militaires ont également souligné que l'armée a mis en place une salle d'opérations chargée du suivi de la situation sécuritaire.

Al-Joumhouria(4 février 2014)

Les services de sécurité surveillent de près la prison de Roumié, surtout que le rassemblement de tous les détenus de Fatah al-islam dans le bâtiment B pourrait faciliter leur évasion. Le danger réside dans le fait que des avocats et des militants de la société civile ont fait passer des téléphones portables à ces détenus.

Des sources de sécurité s'attendent à une prochaine explosion de la situation à Roumié, d'autant que le pays regorge d'éléments terroristes extrémistes, ce qui encouragerait les détenus islamistes à tenter une évasion collective.

Ces sources indiquent que des chefs de Fatah al-islam, comme Abou Walid, Abou Sleiman et Ibrahim al-Atrache (l'oncle de Omar al-Atrache) sont incarcérés dans le bâtiment B. Ce dernier est considéré comme l'un des plus dangereux membres du Front al-Nosra au Liban et en Syrie.

Les détenus tiennent tous les jours des réunions à huis-clos à l'intérieur de la prison, ce qui a attiré l'attention des agents des FSI, qui craignent une action imminente, surtout que le nombre de détenus est élevé.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (7 février 2014)

La situation gouvernementale est devenue un véritable casse-tête

pour les diplomates occidentaux en poste au Liban. Pour une fois, il y a pourtant une unanimité internationale et régionale en faveur de la formation d'un nouveau gouvernement « rassembleur », dans lequel le Hezbollah serait représenté. Les États-Unis sont les premiers à pousser dans cette direction, mais il y a aussi l'Union européenne dans toute sa diversité, ainsi que la Russie. Même l'Arabie saoudite qui, au cours des derniers mois, s'était opposée à la participation du Hezbollah au gouvernement de Tammam Salam, a fini par renoncer à cette exigence, avec une seule demande, que cette équipe ministérielle ne fasse pas de la provocation à son encontre. La Syrie de Bachar el-Assad n'a pas vraiment la possibilité d'intervenir dans le processus de formation du gouvernement et l'Iran est favorable à la naissance d'un cabinet équilibré, politique et rassembleur. Et malgré ce climat bienveillant, et toutes les bonnes fées qui se penchent sur son berceau, le gouvernement de Tammam Salam ne parvient toujours pas à naître, à la stupéfaction générale. Il est en effet rare qu'il y ait un contexte international et régional aussi positif, sans que cela se traduise concrètement.

Où est donc le blocage ? Y a-t-il un maillon caché, un veto non formulé ? Ce sont les questions que tout le monde se pose. Mais la réponse, après une enquête auprès des instances concernées, reste la même : la communauté internationale pousse vers la formation d'un gouvernement politique où toutes les parties seraient représentées. Dans ce cas, où est-ce que le bât blesse ? On pourrait commencer par dire que livrées à elles-mêmes, les parties politiques libanaises sont incapables de s'entendre. Mais il faut aller plus loin. Des parties au sein du 14-Mars font assumer au général Michel Aoun la responsabilité du retard dans la naissance du gouvernement, en refusant le principe de la rotation des portefeuilles et en voulant conserver au moins celui de l'Énergie. À cela, le camp du général Aoun répond qu'il ne comprend pas comment est venu ce principe de la rotation des portefeuilles et pourquoi il est soudain devenu aussi indispensable, surtout dans une période aussi délicate et pour un gouvernement dont la durée de vie est (en principe) limitée à quelques mois.

C'est donc officiellement ce débat, dans lequel chaque camp a sa logique, qui retarde la formation d'un gouvernement politique.

Mais dans certains milieux politiques, on croit savoir que l'affaire est moins simple qu'il n'y paraît. Au-delà de la formation du cabinet, il s'agirait de préparer l'échéance présidentielle. Quatre options sont évoquées : la première est la prorogation du mandat du président actuel et pour cela, il faudrait un gouvernement dans lequel deux tiers des ministres seraient en mesure d'adopter une proposition dans ce sens pour l'envoyer ensuite au Parlement.

La seconde est celle de l'élection d'un président consensuel, qui exigerait un compromis entre toutes les parties politiques avec un parapluie international, dans le genre de l'accord de Doha qui, en 2008, avait permis l'élection du président Michel Sleiman. Pour l'instant, rien n'indique que les développements vont dans ce sens. La troisième est l'élection d'un président « fort » et elle peut être possible si on cherche une solution radicale et non pas seulement un compromis, dans le genre d'un front régional et international pour la lutte contre le terrorisme. Enfin, la quatrième est la vacance au niveau de la présidence, dans l'attente que se précisent les développements régionaux. Pour cela, il faut un gouvernement capable de prendre les rênes du pouvoir pour quelques mois... Tant que les contours de l'échéance présidentielle ne se sont pas précisés, les parties concernées campent sur leurs positions, chacune voulant privilégier le candidat de son choix.

**Nezavissimaïa gazeta** (Quotidien russe, 6 février 2014)

Les États-Unis semblent déçus par les échecs de leur stratégie syrienne : Damas reporte régulièrement l'évacuation de son arsenal chimique, la Russie lui envoie des armes et la conférence de paix Genève 2 n'a même pas résolu les questions humanitaires. En attendant, la Syrie s'est transformée en nid de jihadistes envisageant des attaques en Amérique. Bachar al-Assad, quant à lui, renforce ses positions et rend ainsi le renversement éventuel de son régime encore plus compliqué pour les forces d'opposition. Washington veut donc changer d'approche : il a déjà changé son ambassadeur à Damas.

Les commentaires sur Genève 2 sont loin d'être optimistes. « Nous n'avons rien obtenu », tranche Lakhdar Brahimi, médiateur international de l'Onu. Les parties ne se sont même pas accordées sur des questions comme l'échange de prisonniers et de personnes

kidnappées, ou encore l'aide humanitaire pour la ville de Homs. Damas a proposé d'évacuer la population civile, d'apporter une aide humanitaire et de faire partir les combattants. Mais l'opposition n'a aucune envie de quitter Homs et les autorités se doutent que les rebelles pourraient poursuivre leurs attaques après avoir reçu la nourriture et les médicaments.

La nécessité de trouver de nouvelles approches est renforcée par le fait que la Syrie est actuellement un pôle d'attraction du terrorisme international. Selon le chef du renseignement national états-unien, James Clapper, le nombre de jihadistes en Syrie a atteint 26 000 combattants. Le Front Al-Nosra dit « rêver » d'organiser des attaques sur le territoire US. Le sénateur Lindsey Ghaham insiste sur une frappe préventive en Syrie sous prétexte de lutte stratégique contre Al-Qaïda.

On perçoit déjà les premiers signes de changement dans la stratégie de Washington. À Munich le secrétaire d'État John Kerry a proposé au chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov d'impliquer les puissances régionales. Il s'agirait d'organiser, en marge de la conférence de Genève, une rencontre des financeurs principaux des belligérants : l'Arabie saoudite et la Turquie qui soutiennent l'opposition, et l'Iran, allié de Bachar al-Assad.

Autre signe : la révocation de l'ambassadeur US Robert Ford, qui travaillait avec l'opposition hors du pays. Il a été l'une des figures-clés de Genève 2 mais les tâches actuelles exigent une autre personne.

Le président syrien est arrivé à renforcer ses positions de manière très significative, et a évité une frappe aérienne après avoir consenti à supprimer son arsenal chimique, déplore James Clapper. Aujourd'hui, les chances de renverser le régime sont de plus en plus minces.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News](#)

---

[1] « [Les deux politiques militaires iraniennes](#) », *Réseau Voltaire*, 9 février 2014.